



**LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT**



# LA DESTRUCTION DE L'ÉTAT



*La distruzione dello Stato*, Gratis edizioni, 1993.

Octobre 2025

**[anarchronique@riseup.net](mailto:anarchronique@riseup.net)**  
**[anarchroniqueeditions.noblogs.org](http://anarchroniqueeditions.noblogs.org)**

# La destruction de l'État

*« Une besogne importante à faire sera de jeter bas tous les édifices qui, à un point de vue quelconque, sont un symbole d'oppression. Aucun vestige du passé ne devra être respecté ; il faut une fois pour toutes faire table rase de toutes les institutions, gouvernementales, juridiques, religieuses, administratives, etc. Que tous les monuments qui pourraient servir de point de ralliement à une autorité quelconque soient jetés bas, sans pitié ni remords.*

*Camarades, bronzez vos cœurs car il faudra beaucoup de haine pour accomplir ce nettoyage [...] Faites sauter les églises, les couvents, les casernes, les prisons, les préfectures, les mairies, etc., etc.*

*Brûlez toutes les paperasses administratives partout où elles se trouvent. Au feu les titres de propriété, de rentes, d'actions, d'obligations, etc ! Au feu les hypothèques, les actes notariés, les actes de société, etc ! Au feu le grand livre de la dette publique, ceux des emprunts communaux et départementaux, etc ! Au feu les livres des banques et des maisons de commerce, les billets à ordre, chèques, lettres de change, etc ! Au feu les papiers de l'état civil, du recrutement, de l'intendance militaire, des contributions directes ou indirectes, etc ! Au feu tous ces papiers malsains, titres d'esclavage de l'humanité, défendus par des millions de soldats, de policiers, de magistrats de toutes sortes !*

(de « L'indicateur anarchiste »)

Bien que l'État ne soit pas la conséquence inéluctable de la complexité des conditions de vie, il doit cependant être considéré comme une réalité insurmontable et incomparable.

On dirait que l'État porte le monde : au lieu d'être considéré comme un produit de la *société*, il est perçu comme son garant, si ce n'est son fondateur. Assurant sa cohésion, il semble lui donner vie.

Gardien de nos existences, l'État est en dehors de nous, il est à l'intérieur de nous ; *nous sommes* l'État et celui-ci occupe progressivement l'existence entière de tout un chacun.

Pas un seul territoire au monde qui n'appartienne pas à un État. La socialisation politique, économique et technique du monde lui permet d'imposer sa volonté et d'instiller sa substance toxique partout, diffusant sa propagande à travers une myriade de journaux, de radios et de télévisions, envoyant en un clin d'œil sa police là où son intervention est demandée, grâce à des communications rapides et à un développement technologique toujours plus avancé.

Aujourd'hui n'importe quel État a infiniment plus de pouvoir que les tyrannies d'autrefois. Et pourtant nous sommes tellement habitués à sa présence que nous ne parvenons même plus à le percevoir comme un intrus, sans même parler de le voir comme un ennemi. Même quand il est violemment dénoncé comme un parasite, l'État est considéré comme indispensable à la survie de la société. Ils disent qu'il s'agit d'un mal nécessaire, peut-être dépassable mais uniquement dans le lointain futur de la science-fiction politique.

Ainsi, même dans l'intention la plus extrémiste, l'abolition de l'État n'a un sens avant qu'en apparence. Sans même parler de transformation sociale.

Le rapport de l'individu avec la totalité de la société, autrefois axé autour de la foi en Dieu en tant que principe et régulateur suprême, a trouvé dans l'État son expression profane : ce n'est plus à un être que sont attribuées des qualités surnaturelles, mais à la société dans son ensemble, elle qui disposerait d'une vertu et d'une nature autonome, distincte de la particularité des rapports sociaux et de ceux qui déterminent ces rapports.

L'individu, qui n'est plus maître de sa vie car il est occupé par des activités qui lui ont été assignées par une répartition générale sur laquelle il n'a pas de pouvoir, voit son action se transformer en une

force étrangère qu'on lui oppose et qui l'asservit. Il ne voit pas la puissance sociale – la force productive accrue déterminée par la coopération mutuelle des humains – comme étant sienne, mais comme quelque chose de monstrueux et d'opprimant, capable de le détruire à tout moment.

On s'étonne que les humains aient considéré les dieux comme les régisseurs de leur existence, mais les hommes modernes agissent et pensent comme si la société était faite par les États et non pas eux-mêmes. La société s'est rendue autonome par rapport au citoyen, cette autonomie s'est cristallisée dans l'État. Par un renversement idéologique, l'État devient créateur et pourvoyeur de richesses prises à une société incapable de les utiliser toute seule. Il semble par conséquent invraisemblable de pouvoir agir sur le cours des choses. Comme si c'était Dieu, aux desseins impénétrables, qui se chargeait du cours des affaires terrestres.

Le problème des « maîtres » aussi – vocable en désuétude dans cette époque marquée par la tolérance et le pluralisme démocratique – a toujours été de constituer un contrat social, pour construire non pas une nouvelle économie, qui existe déjà, mais un État qui en permette le développement. Il existe donc une organisation sociale qui unit les individus, atomisés par la dissolution des anciens cadres (ordres, corporations, quartiers et « solidarités » locales) et par un aimable mode de production dominé par la concurrence et la compétition.

L'organisation politique est ainsi définie par un contrat ; les individus doivent renoncer à leur puissance sociale au bénéfice de l'État : « Les bonnes institutions sociales sont celles qui savent le mieux dénaturer l'homme, lui ôter son existence absolue pour lui en donner une relative, et transporter le moi dans l'unité commune ; de sorte que chaque particulier ne se croit plus un, mais partie de l'unité, et ne soit plus sensible que dans le tout ». Ce que souhaitait Rousseau, un siècle plus tard Tocqueville en redoute les effets : « Le despotisme, qui est dangereux dans tous les temps, est donc particulièrement à craindre dans les siècles démocratiques. [...] Dans les siècles d'égalité, chaque individu est naturellement isolé [...] on le met aisé-

ment à part, et on le foule impunément aux pieds. »

Les monarchistes soutenaient que l'absence d'un ordre hiérarchique provoquerait un fort isolement des personnes, au point que seul un État implacable pourrait unifier la société. Toutefois, ces réactionnaires se trompaient en considérant que le despotisme aurait les allures d'une dictature, car il a fini par revêtir une physionomie plutôt impersonnelle.

Sans la fonction sociale devenue indispensable, l'État se réduit à son aspect politique de répression ou à celui de régulateur de l'économie. Comment expliquer alors qu'il soit accepté et considéré comme essentiel, malgré son rôle oppressif ?

Il est inévitable que dans tout État les rapports et les actes les plus simples deviennent ou bien des relations marchandes, ou bien des actes administratifs. Le pire ce n'est pas tant que l'État interdise et contraigne, mais qu'il soit toujours présent. L'État s'érige au-dessus des hommes ; il travaille volontiers à leur « bonheur », mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre. Il pourvoit à leur sécurité, il prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, régit leurs successions, divise leur héritage. S'il pouvait, il leur retirerait entièrement le désagrément de penser et la fatigue de vivre, jusqu'à en arriver à aider ces catégories sociales que la société prenait en charge autrefois, car l'application pure et simple de la logique de marché et salariale laisserait mourir de faim un bon nombre de vieux, de malades et d'autres « défavorisés ».

Son oppression provient justement de ce remplacement de l'activité humaine, grâce auquel il obtient son pouvoir, réduisant toute une série d'actes « naturels » (par exemple fait de se chauffer, de s'éclairer ou d'être solidaires) en *service public*. La division sociale est rendue indispensable par l'incapacité des humains à satisfaire leurs besoins vitaux.

L'école fait aussi partie des éléments constitutifs de ce système ; seul l'État moderne la développe au niveau incroyable qu'elle atteint aujourd'hui. Apprendre est devenu un problème gigantesque



qui présuppose un énorme appareil et une forte bureaucratie. Dans les pays « sous-développés », en enseignant à désapprendre le travail agricole, le système scolaire pose les bases d'une société capitaliste : destruction des cultures alimentaires, création de prolétaires contraints de devenir salariés. Le capital déracine l'homme et fait de lui un infirme perdu sans le soutien de l'État.

L'originalité de l'Occident est d'avoir créé un État qui vit en parallèle de l'économie, tout à la fois cause et effet d'une accumulation de moyens de production inconnue en Orient, qui lui permet de survivre aux conquêtes et aux crises politiques. En Asie, on pouvait détruire un État en rasant au sol quelques villes ; aujourd'hui l'État vit grâce à bien d'autres forces, comme on le voit dans les ruines des guerres modernes et dans la facilité avec laquelle il se reconstitue chaque fois.

# Dictature et démocratie

Contrairement à la mythologie de gauche répandue, les formes politiques démocratiques et dictatoriales se succèdent et se génèrent réciproquement, sans intervention prolétaire directe. Les dictatures n'arrivent pas au pouvoir après avoir défait les exploités insurgés au cours des luttes de rue : ce sont les démocrates et l'ensemble du mouvement réformiste (politique et social) qui écrase les révolutionnaires, par les armes et le mensonge électoral. Ceux qui font de la réaction militaire un épouvantail, comme s'il s'agissait de la seule forme de contre-révolution, devraient réfléchir sur le fait qu'on ne combat pas le prolétariat uniquement avec l'action militaire. C'est quand le prolétariat est déjà vaincu socialement que la contre-révolution est militaire et donc violente. Le fascisme italien a affronté les travailleurs agricoles et industriels, mais il n'a triomphé qu'après que les travailleurs ont été divisés par les élections, par les tentatives de conciliation des socialistes et par l'intervention matérielle de l'État démocratique.

Les dictatures ne tombent pas sous les coups des masses finalement en révolte contre la tyrannie. Elles cèdent d'elles-mêmes de nouveau la place à la démocratie. En Italie, c'est le régime lui-même qui a retiré les pouvoirs au « dictateur » Mussolini, qui a décidé d'un retour progressif à la démocratie, en prenant contact dans cet objectif avec les partis d'opposition jusqu'alors bannis et en ouvrant les négociations avec les Alliés pour engager le changement. En 1945, En Allemagne, c'est la défaite militaire qui a fait tomber le régime, que les Alliés ont remplacé avec leurs dirigeants, à l'Ouest comme à l'Est, avant que les dirigeants « nationaux » ne reprennent les rênes du pouvoir. En 1975, en Grèce, la crise de Chypre et la pression

américaine ont contraint les colonels à laisser la place aux démocrates – eux aussi plutôt à droite, d'ailleurs – qui attendaient leur tour en exil et qui allèrent tout naturellement occuper leur nouvelle place. Quelque chose de semblable a aussi eu lieu au Portugal et en Espagne. Plus récemment, certaines fractions du pouvoir dans des pays comme le Chili, les Philippines ou l'Afrique du Sud ont compris que la vieille formule politique ne tenait plus et ils ont pris l'initiative d'un changement de régime pour le rendre plus « souple », un processus encore en cours actuellement. Malgré et grâce à certaines oppositions encore présentes, le lancement d'une démocratisation progressive, contrôlée et plus rationnelle peut désormais être considéré comme inarrêtable dans plusieurs pays.

Il y a une logique tout aussi rigoureuse dans les « suicides de la démocratie » comme dans les « retours » successifs à la démocratie. Il ne s'agit que d'une division des tâches et d'une concentration dans le temps de la violence nécessaire pour liquider les oppositions qui entravent la bonne marche du système. La politique, entendue au sens classique de l'« art de gouverner », a toujours considéré la dictature comme un moyen exceptionnel adopté par l'État en cas d'extrême urgence, comme une guerre civile ou une grave crise économique et sociale. Dans de telles circonstances le pluralisme démocratique, le parlementarisme, les partis de masse et les syndicats, qui à d'autres moments sont plutôt efficaces pour contenir un élan révolutionnaire, peuvent créer une situation de confusion, certainement pas révolutionnaire mais qui empêche une instauration rapide et adéquate de l'ordre. La dictature devient alors fondamentale pour discipliner la société, développer l'économie, apaiser les antagonismes générés, imposer la paix sociale. Une caractéristique essentielle de la dictature c'est la concentration des pouvoirs – politique, militaire, économique, administratif – dans les mains d'un seul individu ou d'un petit groupe à l'arbitraire duquel sont totalement laissées la direction et la gestion de la nation.

Sans contrôle ni limite de type légal, la dictature ne peut souffrir d'aucune gêne dans son activité de gouvernement, et peut utiliser

les manières fortes pour sortir de la crise.

Le fascisme a été un exemple de cette concentration forcée dans des Pays – comme l'Italie et l'Allemagne – où l'unité politique était fragile, la question nationale y ayant été mal résolue, et où le mouvement ouvrier réformiste avait pris trop d'importance suite aux mouvements révolutionnaires qu'il avait freinés (l'occupation des usines en Italie et le mouvement des conseils en Allemagne).

L'antifascisme veut pousser le pouvoir – suivant les cas – à devenir ou à rester démocratique, pour l'empêcher de devenir une dictature. Mais les formes politiques de l'État dépendent des nécessités du moment : les partis réformistes, les travailleurs et les masses ne peuvent rien y faire, même dans le cas où ils voudraient faire quelque chose. Il n'existe pas un « choix » vers lequel les travailleurs pourraient se diriger ou être dirigés de force. Dans certaines phases, l'organisation étatique ne peut plus rester pluraliste, elle doit centraliser avec la force les composantes de la société, les faire converger sous une direction unique. Mais cet excès de pouvoir des gouvernements dictatoriaux en détermine son caractère provisoire. En effet, un pouvoir excessif et sans contrôle, étant particulièrement influencé par les qualités des individus qui l'incarnent, est beaucoup plus sujet à tomber dans des erreurs qui le condamnent à la mort. Par ailleurs, le temps passant, la dictature se crée de nombreux ennemis y compris dans les classes plus riches, lesquelles – une fois passé le danger qui a exigé l'instauration de la dictature – ressentent la nécessité de se libérer de l'absolutisme, afin de profiter du privilège et du pouvoir.

C'est alors que la démocratie reprend les rênes de l'État. Voilà pourquoi dans ce jeu d'alternances la dictature apparaît simplement comme une sorte de « cure » pour une démocratie malade, un terrible lâcher de sueur pour guérir de la fièvre.

Le secret du passage de la démocratie au fascisme, et vice versa, peut donc se résumer facilement par la formule : « changer le ré-

gime pour sauver l'État ». De fait, c'est exactement à cela que servent alternativement l'arrivée des dictateurs et le retour des démocraties à la tête de l'État, qui sont néanmoins présentés d'une fois à l'autre comme une « victoire de la classe travailleuse ». Cette imposture est rendue possible par le fait que dictature et démocratie se présentent toutes deux comme le dépassement d'une situation sociale désormais insupportable. Comme pour dire, mieux vaut la dictature que le désordre social, et mieux vaut la démocratie que la tyrannie.

Ces deux formes de gouvernement sont non seulement semblables, car elles correspondent toutes deux à une nécessité contingente de l'État, mais ont aussi autres choses en commun. Par exemple, tous les régimes sur tous les continents organisent, à plus ou moins long terme, un simulacre de vie parlementaire. Méprisant le « parlementarisme pourri », Hitler a maintenu une fiction de Reichstag souverain jusqu'au moment de la guerre. En 1939, il lui fit voter la déclaration de guerre, d'ailleurs non sans utiliser un subterfuge ridicule : trop de députés étant absents, il a fait occuper les sièges vacants par des fonctionnaires du parti. Staline – et puis les démocraties populaires – a tenu à reproduire les formes électorales, vidées de toute signification : le parti unique n'était pas le seul en lice, il y avait aussi des candidats « sans parti » et, dans les démocraties populaires, des partis-satellites distincts du P. C. – tout cela pour obtenir un résultat positif presque à l'unanimité.

La force-besoin du régime n'est pas seulement de se trouver des chefs ou une majorité, mais aussi une opposition, de se doter d'un lieu où mettre en scène ses incertitudes. La vie politique dans son ensemble est modelée sur la base de cette nécessité. Dans les pays démocratiques s'applique l'alternance des partis dont l'action est quasiment identique, mais qui présente l'avantage indéniable de représenter des solutions différentes. Le pluralisme démocratique tant vanté n'empêche pas néanmoins la présence de personnalismes qui ne sont pas surnommés des « petites dictatures » par hasard. Le cas de politiciens comme Andreotti ou Craxi en Italie est exemplaire, et il faut bien remarquer comment la critique à leur égard est justement menée au nom de la démocratie.

Il n'est pas à exclure que l'on puisse profiter de ces « évolutions » pour se manifester sur un terrain subversif, ou simplement pour mettre en difficulté la rationalisation du pouvoir politique et économique, mais cela ne garantit pas une perspective révolutionnaire dans la mesure où l'on ne se place pas au-delà des oppositions démocratie/dictature. La domination n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle parvient à mobiliser les masses à son profit, les persuadant même de combattre pour elle.

La tension sociale présente aujourd'hui en Italie peut être considérée comme un exemple clair. Si la forte « crise » économique, encore en cours, qui a provoqué des licenciements de masse, des grèves, des affrontements plus ou moins violents – du moins en apparence –, semble d'un côté perturber le sommeil du Ministre de l'Intérieur, de l'autre elle montre son caractère inoffensif quand ce qui est revendiqué c'est le *droit au travail*, exactement ce sur quoi se base le Capital, l'État, l'exploitation. Le salariat, c'est-à-dire le moyen de gagner de quoi survivre dans une relative indifférence vis-à-vis de ce que l'on fait, exige une organisation externe au travail, qui sert d'encadrement contre la fuite face au travail. Un organe extérieur est nécessaire pour recomposer l'unité de la production et en assurer l'exécution, et cet organe c'est l'État. Demander du travail c'est demander la présence de l'État.

# La gauche et l'État

Les débats au sein des partis de gauche reprennent les polémiques du début du siècle.

La social-démocratie allemande s'était constituée en partie comme réaction envers ceux qui avaient troqué le soutien des travailleurs à Bismarck contre une amélioration de leurs conditions. Rapidement légalisé, le parti socialiste adopta la même attitude.

Bernstein est convaincu d'une évolution progressive de l'État, qui pourrait déboucher sur une discussion démocratique et permettre toujours plus de droits et de réformes.

À l'inverse, Kautsky soutient que l'État est une structure de classe et qu'il ne peut pas être réformé de l'intérieur, cependant il ne déploie pas une critique effective de l'État, et en arrive à proposer un autre État à la place de l'État existant, mais animé par le mouvement ouvrier et par ses intérêts – évidemment après avoir dépassé le stade de la connaissance scientifique. Il s'attarde également, entre autres, sur le renouveau du parlementarisme.

Lénine dissocie la révolution en « communisation » (qu'il laisse de côté en la réduisant à l'électrification) et la création d'un nouvel organe dirigeant administratif.

Les positions de Bernstein, de Kautsky et de Lénine, – malgré la chute tant vantée des idéologies – servent de modèle à toutes les variantes auxquelles on a assisté et auxquelles on assiste encore dans les partis staliniens, socialistes et dans les groupes de gauche, comme dans leurs débats. Ces positions se confondent aujourd'hui au point qu'il est impossible de les démêler.

Dès la moitié du XIXe siècle, le mouvement ouvrier officiel a voulu dans le même temps se faire reconnaître par l'État et s'y intégrer.

Dépourvue d'une base économique – à la différence de la bourgeoisie – la bureaucratie ouvrière n'a pas d'autres moyens pour se promouvoir et accéder au contrôle des moyens de production que d'entrer dans l'État et d'en accroître l'intervention. Même dans les pays où le mouvement ouvrier est une force financière, comme en Allemagne – où les syndicats possèdent une des principales banques du pays – on s'est toujours efforcé de pénétrer l'État pour disposer d'un contrôle plus direct sur le capital.

D'ailleurs, on sait bien que pour la gauche la gestion publique est préférable à la privatisation, entre autres parce qu'elle considère qu'il est plus facile d'influencer et d'huiler les engrenages étatiques que ceux de l'économie privée. Ainsi, elle pourra dénoncer la « manœuvre du patronat » dans tel ou tel secteur, exigeant que l'État en devienne l'unique responsable. Fidèle serviteur des institutions, la gauche se limite à reprocher à l'État de l'exclure.

Si les staliniens, qui ont toujours reconnu le pouvoir de l'État, se battaient hier pour le transformer en un « État ouvrier », aujourd'hui, pour rester en phase avec l'époque, ils concluent qu'il faut le démocratiser. L'État ayant pénétré toute la société, à tel point que les luttes sociales se développent à l'intérieur de lui, ils en déduisent que l'État n'est plus à conquérir, mais à occuper. Ce n'est même plus l'« État instrument de classe », mais un espace social où intervenir à tout prix. La moindre petite opposition, même les toutes petites nuances de radicalité, disparaît petit à petit avec le dépérissement des vieilles orthodoxies idéologiques, qui sont remplacées par le réalisme politique cru. Un stalinien moderne et flexible comme Occhetto peut bien se présenter comme l'homme du futur, tandis qu'un stalinien à l'ancienne et rigide comme Cossutta est déjà un homme du passé.

Toutes les tendances de gauche s'unissent pour promouvoir l'intervention au sein de l'État et, lorsque cela est possible, à sa tête. Il n'est pas du tout étrange que les partis de gauche n'aient jamais critiqué l'État. L'habitude, même progressivement acquise, à la protection totale, sert à détruire en fin de compte toute initiative individuelle ; on *attend* tout de l'État, puis, au premier déplacement de



forces, on *exige* tout de Lui, lui attribuant toute responsabilité. Ce que la gauche conteste à l'État, c'est en quelque sorte de ne pas être ce qu'il devrait être. Elle le veut paternel et conciliant, *impartial*, donc indépendant de la division en classes de la société ; *juste*, c'est-à-dire en dehors de la réalité de l'histoire des luttes de classe ; *neutre*, donc patrimoine commun de tous, elle désire qu'il soit l'*éducateur du peuple*.

La gauche qui attend tout de l'État et de ses serviteurs fidèles (Di Pietro enseigne), est restée la meilleure défenseuse de l'État-providence et donc – qu'on le veuille ou non – de l'État fort. Paradoxalement, à part l'anarchisme resté marginal, elle a fourni la critique en apparence la plus radicale des institutions à la fraction la plus extrémiste de la droite.

En assimilant la dictature à un processus de « fascisation » toujours plus menaçant et le « communisme » à une libération démocratique, la gauche glorifie la démocratie, elle passe à côté de la critique de l'État et déplace la question sociale. La question des rapports sociaux, de la nature de l'activité productive, du contenu de la vie, se dilue dans la revendication de droits toujours plus nombreux : il faut pouvoir faire ceci et cela. Mais ceux qui parlent de droits parlent d'une force qui les permette, les limite et en sanctionne le non-respect. L'idée de droit implique celle de devoir : ce que revendique la gauche c'est donc, au final, une multiplication de devoirs. Pour nous permettre de devenir « libres », l'État doit intervenir toujours plus dans tous les aspects de la vie. Totalitarisme déclaré et mouvement démocratique sont les uns comme les autres des paladins de l'État : le premier parce qu'il est fort, le second parce qu'il nous prend sous son aile protectrice, ce qui revient au même.

# La société civile

C'est l'ensemble des individus qui veulent se laisser entraîner dans la démocratie totalitaire d'une société uniforme, où chacun, correctement représenté, est assuré que son intérêt particulier est conforme à l'intérêt général.

Entre l'individu atomisé et la société représentée par l'État, il existe une quantité incroyable de regroupements intermédiaires – famille, entreprise, syndicat, parti, collectivités locales, communauté de consommateurs, etc. La dictature les réorganise avec la force et les contrôle directement. La démocratie les fait jouer à son propre jeu, au profit de la société entière.

Le principe de la démocratie est de permettre la « libre » initiative des individus et des groupes, sachant bien que placés dans un cadre d'exploitation et d'oppression – dans lequel la logique de la valeur et du salariat d'un côté et celui du consensus et de l'habitude à la délégation de l'autre, finissent par s'imposer à eux sans obligation extérieure – ils agiront pour le maintien de l'État, dont ils ne réussissent pas à se passer.

Le programme de la gauche prévoit de contrebalancer la force de l'État avec des organisations de masse dans lesquelles les individus se retrouvent sur la base de leur travail, de leur domicile, de leurs intérêts de consommateurs. Que chacun *participe* à la vie de la cité et de la nation, revendique, milite pour accroître les compétences de son organisation : voilà ce que c'est de changer la vie ! La militance a perdu son caractère strictement idéologique et la « société civile » a remplacé le « parti » comme référence de l'activité politique des individus. Seule l'aliénation est restée la même.

Voilà en quoi la gauche est totalitaire, du fait de cette participation généralisée, plus qu'à cause des goulags de triste mémoire. La dictature ne s'exprime pas à travers la CIA, le SISDE ou d'autres services secrets, mais plutôt dans la tentative d'offrir à tout individu un pouvoir illusoire, de le faire participer à des décisions qui sont néanmoins prises à l'avance, déjà inscrites dans la logique de la domination, tellement omniprésente dans les structures matérielles et dans les rapports humains qu'elle pénètre même les comportements et les consciences.

On concède par exemple le « droit à la parole » pour éviter une contestation effective et plus efficace, de manière qu'une sorte de libération du langage remplace une émancipation réelle. Le pouvoir sait bien transformer la révolte en discours et se nourrit de toutes les aspirations à une subversion de la société : l'explosion de mai 68' fut réaliste dans la recherche des moyens qui ont permis de réintroduire le jeu et de donner un nouveau souffle au fonctionnement des grandes organisations. Toutes, même le parti communiste, l'armée et l'Église catholique, ont subi ce contre-coup de mai qui, même s'il a dérangé la régularité de leur sommeil, leur a néanmoins ouvert la voie vers une heureuse transformation. La domination se nourrit de tout ce qui tend à la détruire : la révolution impuissante nourrit la contre-révolution.

Voilà pourquoi, même s'il les suscite lui-même, l'État craint les formes dictatoriales, car elles le privent de l'intervention active des hommes dans son fonctionnement. La dictature tend à rendre les exploités passifs, tandis que la démocratie repose, en principe, sur leur capacité à réorganiser de manière dynamique au moins une partie de leur activité. Mais le capital, alors qu'il met en mouvement ceux qui le servent, les rend également passifs. Il vit de notre participation et en même temps la freine. Il exige une initiative des travailleurs en qualité de responsables, mais il la réprime dès qu'elle advient. Il offre des activités, les rendant cependant impossibles. Ce qui compte par-dessus tout pour l'État et le capital c'est d'offrir une participation qui ne s'avère utile que pour leur propre existence.

La bureaucratie étatique organise ce qui doit être fait par des corps étrangers à l'État (individus, entreprises, etc). Pour organiser, elle doit connaître. Pour appliquer de la meilleure des manières ses propres règles, elle doit surveiller. Mais pour diriger la société, elle consacre une partie considérable de ses efforts à se diriger elle-même. Le résultat est qu'elle relègue les individus dans une condition de sujets passifs, rendant ainsi compliquée la moindre initiative.

Dans la sphère politique, lieu de répartition des pouvoirs, l'activité relative occupe les forces sociales au point d'en disperser les énergies. De temps en temps quelqu'un se propose momentanément comme garant des limites d'un jeu à ne pas dépasser : cela contribue à sauvegarder un certain équilibre.

Dans ce contexte, les projets de réforme pour rendre l'État toujours plus social, le plaçant au niveau des citoyens, ne peuvent rien régler. La revitalisation de la Mairie, le municipalisme, ne pourrait conférer aucune vigueur à un projet social déjà mort : il réglerait au maximum quelques affaires mineures face à *la population* et le conseil communal offrirait tout au plus le spectacle public de séances lors desquelles la fumée des bavardages étoufferait les problèmes réels des citoyens.

De telles réformes décentraliseraient les structures de l'État en laissant son pouvoir intact : ses moyens d'action seraient multipliés, ceux des individus seraient dispersés. Le monde militant et politique ne demande rien de mieux : toute cette populace veut le pouvoir. Si l'on crée une commission de quartier, voilà une place en plus où être présent et intervenir.

La dictature de l'État tend à renforcer les procédures démocratiques et leur formalisme ; la circulation marchande dans la société entière permet au capital de se manifester partout sans avoir en permanence recours à la coercition.

Totalitarisme bureaucratique et « autogestion » populaire coexistent souvent dans le programme des gauches. L'un et l'autre sont des prétentions de protections sociales qui naissent de l'incapacité de l'État tentaculaire à résoudre les problèmes sociaux. Les

promesses étatiques et autogestionnaires se nourrissent mutuellement : au nom de l'ordre et de la justice, l'État veut réunir les éléments de la société dont la fragmentation provoquerait partout de la confusion et du désordre ; au nom de la liberté, l'« autogestion » veut alléger ou supprimer les charges excessives de l'État à travers des contre-pouvoirs.

# Une opposition molle

Même les conflits générés par la crise actuelle du Capital et qui ont conduit, par exemple, à la méfiance envers le syndicat et à la naissance des Cobas, des « autoconvaincus », du « mouvement des Conseils », ne brisent pas les règles du jeu démocratique, qui tire sa propre force de la possibilité offerte à tous de *participer*.

Le point de départ des luttes ouvrières actuelles est considéré paradoxalement comme le besoin de produire et d'organiser cette production. S'il peut arriver que des travailleurs énervés tirent des boulons contre des syndicalistes, il faut néanmoins dire que ces boulons sont toujours tirés contre les syndicalistes considérés comme « mal-honnêtes ». La critique des syndicalistes n'est pas encore la critique du *syndicalisme* si, dans le style démocratique parfait, elle n'attaque pas l'économie et la politique *en tant que telles*. L'opposition ouvrière va difficilement plus loin qu'imaginer une décentralisation totale de la société en faveur des Conseils, démontrant d'ailleurs qu'elle a inférieurisé la valeur de chaque producteur et de chaque entreprise ; sa vision du changement reste ancrée à de vieilles notions. Pannekoek, théoricien du conseillisme, était satisfait de la notion de Conseil entendu comme « regroupement *naturel* des travailleurs dans le processus de production ».

Historiquement cette perspective a eu certains mérites, mais aujourd'hui on ne peut fonder sur celle-ci qu'une illusoire autogestion généralisée. Le conseillisme adhère lui aussi à la vision d'une grande organisation démocratique, à laquelle participe tout d'abord une minorité, même nombreuse (les ouvriers), puis, dans le « communisme atteint », toute la société. Maintenant, si la revendication de la responsabilité totale de chacun et de tous sur son existence

est une aspiration en mesure de susciter les actes les plus subversifs, cette revendication est ici cristallisée, restant sur le terrain de la pure administration.

Le culte de la démocratie refait surface lorsque le débat, l'*assemblée*, est considéré comme un moment privilégié et préliminaire. Les travailleurs les plus enragés conçoivent le système des Conseils comme une généralisation du parlementarisme : le Conseil et le Parlement de la classe travailleuse. La ligne de démarcation entre réforme et révolution, à l'intérieur de cette perspective, s'établit alors ainsi : les réformistes veulent transformer les organes décisionnaires existants en les démocratisant petit à petit, en leur injectant des doses toujours plus importantes de participation de masse ; les « révolutionnaires » veulent en créer d'autres, instaurer immédiatement une *vraie* démocratie, une authentique structure de discussion et de décision. Les uns veulent agir à l'intérieur, les autres à l'extérieur, mais la substance est la même : tous privilégient le moment de la décision.

Une des caractéristiques des démocrates éclairés est de vouloir transférer le processus décisionnel des organisations étatiques vers les usines et les quartiers. Dans ce sens, *conseillisme* et *municipalisme* avancent ensemble main dans la main. Puisqu'ils ne sortent pas de l'illusion politique, ils peuvent critiquer même férocement l'État sans faire de leur critique plus qu'une formule jamais rendue explicite.

En dehors du discours gradualiste mais aussi en dehors de tout discours révolutionnaire, le projet d'une vie différente à ne pas renvoyer dans un futur lointain mais à expérimenter dans le présent parvient, avec sa radicalité spectaculaire et son immédiateté, à se présenter comme une alternative à l'État. Phénomène marginal mais toujours présent, la *communauté*, reconnaissant toutes les misères de l'existence institutionnalisée et cherchant à y remédier, parvient à éluder la question de l'État en la retournant. Cela apparaît d'autant plus évident quand on considère que les contributions les

plus significatives fournies au projet communautaire proviennent du clergé ou du mouvement écologiste. La force et la difficulté de toute perspective basée sur la réalisation immédiate d'une utopie, depuis les millénaristes, ont été de vouloir créer artificiellement une communauté, faisant appel à un facteur externe pour réaliser une unité inexistante : Dieu, un lien moral ou un projet impératif. Maintenant, il est possible qu'une communauté humaine soit basée sur ce qui est commun aux individus qui la composent : leurs besoins et leurs passions, leur manière de les satisfaire. Voilà précisément pourquoi l'État peut disparaître et qu'une révolution peut être capable de réaliser les conditions pour ne pas en reconstituer un nouveau. Mais penser pouvoir concrétiser ses rêves – sans une révolution – grâce à la vie en communauté, aussi libertaire qu'elle puisse être, révèle seulement la médiocrité de ces rêves. L'ermite est uni au consommateur de marchandises par le lien de sang de l'aliénation.

Absence de salaire n'est pas synonyme en soi d'absence de travail ; le dépassement de l'atomisation sociale à travers la socialité communautaire advient à l'intérieur d'un espace fermé, finissant par devenir une mystification. Que l'alternative à la foule métropolitaine soit le désert des communautés démontre seulement l'incontournable nécessité de la destruction d'un monde dans lequel personne ne peut être lui-même jusqu'au bout.



# Une destruction nécessaire

**E**n Russie, en 1917, le vieil État n'a pas été détruit. Concrètement il s'est annulé tout seul, incapable de satisfaire les revendications les plus élémentaires de la population : la paix, la terre pour tous. Vu que diverses raisons – échec de la révolution en Europe, projet absolutiste des bolcheviques, faiblesse du prolétariat, naïveté et répression des insurgés (les fusillades des anarchistes et le massacre de Kronstadt nous l'apprennent) – ont empêché l'abattement de l'État, la nouvelle organisation soviétique a commencé à administrer la Russie au nom du « socialisme », tandis que l'exploitation changeait simplement de couleur en se parant de rouge.

En Espagne, l'insurrection a mis en échec les franquistes. Mais, bien que maîtres de la situation, tous les insurgés n'ont pas attaqué l'État républicain. Au contraire, ils se placèrent sous sa direction pour combattre Franco : la révolution s'est dispersée dans la guerre civile. Un lien direct relie la soumission vis-à-vis de l'État républicain à la capitulation définitive des éléments plus avancés. Les prolétaires ne pouvaient qu'être battus dans une guerre dont la principale fonction pour le grand nombre était la constitution d'un État légitime qui soit mieux en mesure de les intégrer. Les collectivisations ? Finalement elles ont dirigé, non sans un certain enthousiasme révolutionnaire, ce qu'il restait du capitalisme. Les travailleurs ont pris pour le meilleur et pour le pire la place des patrons : leurs tendances communautaires se sont enlisées sur le terrain des velléités. Dans ces conditions – et avec l'aide de la flicaille rouge – l'État républicain a pu les éliminer sans grosses difficultés.

En Russie comme en Espagne, la répression contre les opprimés a

été menée par l'ancien et par le nouveau pouvoir. Les mouvements russes et espagnols ont démontré que l'on ne peut pas être révolutionnaire sans destruction de l'État, celui ancien et celui nouveau qui prétend le remplacer.

Un monde sans l'État est inconcevable pour l'homme moderne. De nombreux révolutionnaires, eux aussi créatures de ce monde, acceptent cette vérité inexorable avec résignation, considérant l'État comme une sorte d'infirmité dont nous sommes tous et toutes victimes, une maladie génétique qui nous a été transmise et dont il n'est pas possible de se libérer.

Comme par une blague macabre du destin, l'État est devenu une partie intégrante de nous-même, il coule dans notre sang, nous opprime, nous fait souffrir, nous angoisse, nous empêche de vivre une vie sereine remplie de plaisir. Et tout cela sans se sentir capable de faire quelque chose.

Nous pouvons le maudire, l'insulter, le détester, mais pas le combattre, parce que nous finirions par nous faire du mal. Comme le paralytique qui, à long terme, apprend à vivre avec son infirmité au point de ne plus y penser, les révolutionnaires ont appris à vivre avec l'État *jusqu'à ne plus penser à lui*.

C'est pour cela qu'il est devenu possible de mener des batailles sociales en évitant soigneusement d'attaquer l'État. Justement comme le paralytique qui, désormais résigné à son immobilité, se préoccupe pour un rhume.

Malgré leur prétendue intangibilité, *toutes* les structures sociales, économiques, politiques de l'État ainsi que ses techniques modernes peuvent être sabotées par un mouvement antiétatique *décider à l'être*. C'est-à-dire déterminé à ne pas dissimuler sa résignation derrière l'alibi de la maladie.

La question de la destruction de l'État est centrale pour la révolution et donc aussi pour sa théorie présente. Cette question a été et continue à être révélatrice des différentes positions par rapport à la révolution. C'est au sujet de l'État que s'est tracé et que *l'on continuera à tracer* une ligne de démarcation. Aujourd'hui comme hier.

L'anarchisme a le mérite d'avoir soutenu l'exigence de la destruction de l'État, mais souvent, son incapacité à affronter avec *sa propre* critique et *ses propres* moyens le chemin à accomplir l'a conduit à un résultat stérile.

Ayant presque disparu de la vie sociale du pays, le mouvement anarchiste a fait de sa survie sa raison d'être. Une fois enterrée toute aspiration révolutionnaire, aujourd'hui de nombreux anarchistes se contentent de la spéculation, de la description plus ou moins détaillée de sa conception d'une société libérée qui n'est pas pour tout de suite, de construire maintenant des rapports non hiérarchiques. C'est la propagation et le triomphe de la culture, nouveau fétiche à adorer, nouvel instrument avec lequel « avoir une incidence dans le social ». On préfère la subversion de la culture à la subversion de l'existant. Ainsi, en se référant à une évolution intellectuelle – plus ou moins radicale – générique et rassurante, nécessaire *avant* d'accomplir toute tentative de révolte (si elle n'est pas elle-même l'unique forme de révolte), ces anarchistes, ces libertaires, se libèrent si ce n'est de l'État au moins du fardeau d'affronter le problème des tentatives insurrectionnelles. Triste nécessité, celle de la révolution, de ne pas pouvoir se faire dans les livres, d'être sans doute une affaire « autoritaire », un acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre, avec la violence.

La révolution sociale n'est pas l'affrontement de deux armées, comme cela arrive dans un conflit militaire, dans lequel l'un défend le vieux monde et l'autre annonce l'arrivée du nouveau. Raisonner de cette manière, c'est la réduire à un problème militaire : tout au plus à une guerre populaire. Concevoir la destruction de l'État comme lutte armée contre la police et les forces militaires, signifie considérer toutes choses avec une méthode policière, c'est confondre l'aspect particulier avec celui général. La guerre sociale n'est pas une guerre classique, mais le bouleversement de *tous* les aspects de la vie. Combattre l'État violemment avec les armes est donc un aspect particulier d'un processus révolutionnaire bien

plus large. Puisque l'utilisation de la violence nous aidera à nous débarrasser de nos lacunes, un des problèmes essentiels de la révolution est l'armement. La violence révolutionnaire, contrairement à la violence politique, naît pour satisfaire les besoins et les désirs de l'individu et est elle-même un rapport social, modifiant les êtres et leurs relations. Sa diffusion est bien plus qu'une aspiration, c'est une condition essentielle.

Une autre existence humaine s'annonce déjà dans la violence révolutionnaire, et cela parce que cette dernière ne concerne pas les professionnelles et n'est pas une spécialisation. Les derniers *pistoleros*, livrés à leurs seules forces, ne peuvent s'élever qu'à une conscience guévaristo-léniniste : la violence ne suffit pas à séparer les révolutionnaires des défenseurs des partis de l'ordre, comme l'a démontré l'expérience luttarmatiste. Les « fronts » et tout le fatras logistique à propos desquels de nombreux passionnés du pistolet ont tant bavardé constituent avant tout le déplacement d'hommes et de marchandises dans un espace politique où l'enjeu est le contrôle du territoire ou la prise du pouvoir.

L'objectif de la révolution n'est pas de fonder une structure sociale, un système d'autorité démocratique plutôt que dictatorial, un organisme « juste » à la place d'un État « erroné », mais de *liquider définitivement* toute forme étatique, quelles que soient les apparences ou les dénominations sous lesquelles il se présente.

L'État, qui vit de l'incapacité des hommes et des groupes à organiser une activité dans laquelle ils se transforment eux-mêmes, commence à dérailler dès que l'on se met à attaquer sa fonction de médiateur. Mais sa disparition n'est pas automatique. Elle n'advient pas petit à petit, grâce à une évolution progressive. Un des objectifs des révolutionnaires sera de poser clairement la question de l'État, formulant dès le début les mesures qui visent à en broyer la force et à créer une situation de non-retour.

En effet, il est exclu de lutter contre l'État en voulant avant tout détruire son pouvoir, pour seulement ensuite transformer la société.

té, ou vice versa. L'État ne cédera jamais. Cet incroyable organe de répression déchaînera ses moyens de toutes les manières possibles, directs et indirects, contre une révolution.

Cela démontre une nouvelle fois qu'il n'existe pas d'un côté le souci de « vivre différemment » et de l'autre la « question de l'État ». Cela démontre aussi toute l'idiotie des bavardages pseudo-philosophiques à propos des prétendus « dépassements » ou « délégitimation » de l'État.

Les difficultés que comporte une perspective *à soi* à penser et à pratiquer, l'apparente invincibilité de l'État, la « cruauté » d'une révolution, la chaleur de son foyer, tout cela en a persuadé beaucoup à déclarer le projet révolutionnaire défunt, en misant tous leurs espoirs pour atteindre l'anarchie sur la réalisation d'une démocratisation universelle et développée.

D'autres sont en train de parcourir le chemin opposé. S'étant rendus compte que « le soleil de l'avenir » ne brille plus comme autrefois, ils ont décidé que l'anarchie ou la révolution sont dépassées par la réalité des choses et que c'est pour la démocratie, certainement *directe* et variée autant que possible, qu'il vaut la peine de se battre. Il y en a aussi qui, s'étant rendus compte que l'État a pénétré jusque dans l'inconscient des individus, en déduisent brillamment qu'il ne vaut plus la peine de le combattre, « parce que cela ne servirait à rien ».

Mais en dehors de la conflictualité permanente, de l'inimitié constante envers toutes les institutions et leurs partisans, en dehors de la subversion de l'existant, il n'y a que l'embarras du choix à propos de comment l'accepter, de comment le supporter. C'est la réalisation de nos désirs et de nos rêves – certainement pas la fidélité à une idéologie – qui continue à exiger la destruction violente de l'État ! Cette révolution ne sera pas à elle seule la solution à la misère qui nous afflige, mais elle offrira certainement une possibilité pour en sortir.

La possibilité de changement authentique est dans le *mouvement de destruction* capable de générer de nouveaux rapports, elle est dans le dépassement des mouvements sociaux actuels. La transformation est avant tout une activité et un jeu de rupture. Le bouleversement

de la société devra advenir sur tous les plans, à partir des désirs les plus délicieux des individus qu'aucune force politique ne pourrait jamais promettre de satisfaire, car cela ne rentre ni dans son ordre d'idées ni dans ses possibilités.

L'État n'a plus de place pour des individus qui ont choisi le délice comme mode de vie, qui sont pressés d'assouvir leurs désirs en enfonçant leurs dents dans la pulpe de l'existence humaine.

*« En un mot, l'amoureux de la vie veut vivre pleinement... Je ne pourrais jamais définir ce qu'est le bonheur : cependant même le réfractaire qui ne s'adapte pas à son milieu éprouve des satisfactions [...] On me dira que cette lutte [pour un avenir meilleur] est pleine d'obstacles, que les chardons sur le chemin sont nombreux. Mais, si vous aimez ardemment les roses parfumées, rouges comme le sang qui court généreusement dans vos veines, et pour les cueillir, afin de les offrir à l'être le plus aimé, vous devez traverser un palude ou un sous-bois épineux – je suis persuadé que vous dépasserez ces obstacles et, atteignant votre but, boueux, ensanglantés et froissés, pointera un sourire triomphal, d'immense satisfaction, sur vos lèvres. Je ne conçois pas qu'il y ait des individus qui vivent leur vie de manière bureaucratique. Ils stagnent, ils végètent puis ils meurent. [...] »*

*Je suis d'avis que la Révolution il faut la faire et non pas l'attendre. Voilà pourquoi n'importe quel acte contre l'État et contre les autres fondations du régime actuel est nécessaire et donc plausible. [...]*

*Le sens de la vie dans toute sa plénitude, dans le milieu dans lequel nous vivons, forme ce courant d'action qui fait trembler les sbires de l'ordre établi. »*

Josefina A. Scarfò



# Déjà paru

**Individus ou citoyens**

**Pour le bouleversement du monde**

**La Peste religieuse**, Johann Most

**Lettres sur le syndicalisme**, Bartolomeo Vanzetti

**La tension anarchiste**, Alfredo M. Bonanno

**La vertu du supplice**, Aldo Perego

**Le système représentatif et l'idéal anarchiste**, Max Sartin

**Soyons ingouvernables**, Démocratie blues, A bas la politique, et autres textes

**Oui, le Reichstag brûle !** L'acte individuel de Marinus Van der Lubbe, Pénélope

**Autogestion et destruction**, Alfredo M. Bonanno

**Le grand défi**

**Faire et défaire, composer et décomposer**, Nando (alla) De Riva

**Emile Henry**. Polémiques, débats, discussions

**Treize minutes**. L'attentat de Georg Elser contre Hitler

**La question de la liberté**, Gigi Damiani

**Montcharmont** et autres extraits de « Jours d'Exil », Ernest Cœurderoy

**Pour l'anarchie du mouvement anarchiste !**, Renato Souvarine

**La Commune de Paris devant les anarchistes**, Les Groupes Anarchistes Bruxellois

**Caraquemada**. Sur les sentiers de la guérilla contre le régime franquiste

**La bête insaisissable**, Alfredo M. Bonanno

**Le chemin de l'anarchie**, Erich Mühsam

**L'anarchisme entre théorie et pratique**, Alfredo M. Bonanno

**Je est un autre**, Jade

**À propos d'une grève et autres textes**, Luigi Galleani

**A pleins poumons**. Emile Cottin, l'anarchiste qui tenta d'assassiner le président Clémenceau

**Pour ne surtout pas en parler**



**Makhno et la question de l'organisation**, Alfredo M. Bonanno

**Vers le rien créateur**, Renzo Novatore

**Le prestige de la terreur, Vers une conscience sacrilège et autres textes**, Georges Henein

**Le prolétariat limitant - L'enfant, la coquille et la mer**, Franco Lombardi





Un texte provocateur qui repose la question de la démolition de l'autorité et de la reprise de l'attaque. Ceux et celles qui veulent, encore et malgré tout, bouleverser ce monde, devraient se libérer des scrupules œcuméniques que l'on trouve aussi chez les subversifs, sans se faire trop d'illusions ni accepter ou fomenter des opportunistes commodes. Dans une lutte qui implique chaque aspect de la société et de l'existence, redécouvrons notre hostilité irréductible et déclarée à tout ce qui est la cause de notre malheur.

